

# L'apport de sable menacerait la posidonie



Les travaux réalisés sur le piade sainte-Asile à Saint-Mandrier. PHOTO DR

## SAINT-MANDRIER

**L'océanographe Dominique Calmet explique l'objet de la plainte déposée auprès du procureur de la République pour destruction d'espèces protégées par l'Association pour la protection de l'environnement et France nature environnement.**

La recharge en sable, cette année, des plages de la presqu'île de Saint-Mandrier fait débordé le vase. L'Association pour la protection de l'environnement (APE) et France nature environnement (FNE) viennent en effet de déposer une plainte commune contre X pour destruction d'espèce protégées végétales marines, en l'occurrence les bancs de posidonie très proches du bord. En pointant « des opérations réalisées sans autorisation », selon elles, par la municipalité.

Cette action en justice fait suite à un premier recours contentieux adressé au Tribunal administratif de Toulon déposé en août 2022 contre la décision des services de la préfecture de Région exonérant la collectivité de toute étude environnementale concernant l'apport de sable sur la plage de sainte-Asile.

« Cette dispense a été accordée sur la base d'un document Cerfa sur lequel n'est même pas renseigné le volume exact de sable », dénonce le président de l'APE Dominique Calmet.

Et de poursuivre : « Cette année nous avons réattaqué, parce que la DDTM [Direction départementale des territoires et de la mer, ndlr] du Var, auprès de laquelle nous avons fait remonter toutes les anomalies, avait réautorisé pour un an seulement le réensablages en 2022, sous réserve de travaux pour

limiter les écoulements des eaux pluviales sur la plage et un retour d'expérience sur l'intérêt de faire des mille-feuilles, c'est-à-dire de remettre du sable sur les banquettes de posidonies. »

Or, ajoute-t-il, les aménagements n'ont pas été réalisés mais en plus « un début d'étude montre la régression des bancs de posidonies ». Même si elle se contente en l'état de ne pas exclure que ce soit le sable qui en soit responsable.

### Une conception d'un autre temps

En tout cas, l'issue de cette action en justice pour lui ne fait aucun doute : « On est sûr de notre coup. Notre but n'est pas de gratter trois sous mais bien de dire maintenant vous mettez vos actes en conformité avec vos paroles. »

Il regrette cependant qu'après « plein de colloques et des milliers d'articles scientifiques » attestant du rôle primordial des posidonies contre l'érosion des côtes et dans l'équilibre de l'écosystème, d'être obligé d'en arriver là. Une aberration d'autant plus incompréhensible selon lui que le maire de Saint-Mandrier Gilles Vincent (LR) est aussi le vice-président pour l'environnement de la Métropole.

## Gilles Vincent n'est pas inquiet

Dès réception du dossier de plainte nous avons pris contact avec le service de communication de la Métropole dont le maire de Saint-Mandrier, Gilles Vincent, est le vice-président en charge de l'environnement, pour permettre à ce dernier d'apporter un éclairage sur ce dossier, connaissant son implication, à travers le Contrat de baie, par exemple, dans la défense de la biodiversité. Nos questions envoyées le 3 août suivies d'une relance la semaine dernière n'ont hélas pas permis de recueillir sa réaction à ce jour. Mais nos colonnes lui restent ouvertes.

Nos confrères de Var-Matin ont visiblement eu plus de chance puisque le maire a tout de même répondu à notre confrère qu'il n'était pas être inquiet.

T.T.

Pour l'administrateur de FNE la volonté qui guide la collectivité appartient à un autre temps « où on voulait que nos plages ressemblent à celles d'Hawaï ou de Californie ». Avec du sable donc.

Or le fait qu'il y ait du sable ou des galets sur les plages, précise l'océanographe, répond aux règles de l'hydrodynamisme, pas à la volonté des élus. Sur celles qui sont exposées à des courants violents, explique-t-il, le sable ne peut se déposer et est remis en suspension pour être entraîné ailleurs où les conditions sont plus favorables.

Pour le responsable associatif il y a une incohérence entre le discours officiel qui promeut la Provence authentique et le fait d'apporter du sable sur des plages.

« À gauche de la plage de Sainte-Asile, il y a toujours la pinède et la plage naturelle, authentique. Mais de l'autre côté on a mis du sable et des rangées de palmiers... », enrage Dominique Calmet, en rappelant qu'à Nice les galets ne posent pas de problème aux baigneurs.

Thierry Turpin



## BRIGNOLES. Un spectacle final féerique pour les Médiévales

Après deux jours de fêtes et de folie, les Médiévales de Brignoles 2023 se sont terminées par un spectacle féerique de la Cie Planète Vapeur. PHOTO LIONEL BARBE

## ANNONCES LÉGALES

HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

### VAR

Tél. 04 91 57 75 74  
annonceslegales@lamarseillaise.fr



CAVALAIRE  
COMMUNE DE SAINT-MANDRIER

## RÉVISION GÉNÉRALE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME

de CAVALAIRE SUR MER (83) Hôtel de Ville, 109 Avenue Gabriel Péri, CS 50150, 83240 CAVALAIRE SUR MER Tél : 04 94 00 48 00 – Email : courrier@cavalaire.fr

Par arrêté n°0738.2023.AR du 17/07/2023, M le Maire de Cavalaire sur Mer a ordonné l'ouverture et l'organisation d'une enquête publique relative à la révision générale des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) de Cavalaire sur Mer du lundi 4 septembre 2023 à 8h00 au vendredi 6 octobre 2023 à 16h00.

La procédure de révision générale des PLU a été prescrite par délibération du Conseil Municipal en date du 21/09/2017, délibération qui décline notamment les objectifs à atteindre. Cette procédure concerne l'ensemble du territoire et est soumise à évaluation environnementale.

La Commune de Cavalaire sur Mer est responsable de la procédure de révision générale des PLU. Elle est représentée par son Maire, Philippe LEONELLI. Le siège administratif est situé à l'Hôtel de Ville, 109 Avenue Gabriel Péri, CS 50150, 83240 CAVALAIRE SUR MER. Christian CARMAGNOLLE a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur par Denis RIFFARD, magistrat délégué aux enquêtes publiques du Tribunal Administratif de Toulon le 05/05/2023 (dossier n° E2300018/83) pour conduire l'enquête publique.

Le dossier d'enquête publique unique ainsi qu'un registre des observations à feuilles non mobiles, cotés et paraphés par Monsieur le Commissaire-Enquêteur, seront disponibles pendant toute la durée de l'enquête, du lundi 04/09/2023 à 8h00 au vendredi 06/10/2023 à 16h00, en mairie de Cavalaire sur Mer, siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture (du lundi au jeudi de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 17h00, le vendredi de 8h00 à 12h00 et de 13h00 à 16h00). Un ordinateur sera mis à disposition du public.

Le dossier d'enquête publique est également consultable sur le site <https://www.democratie-active.fr/revisionplucavalaire-surmer/>.

Chacun pourra ainsi prendre connaissance des différents éléments du dossier et consigner éventuellement ses observations : Sur le registre d'enquête publique, ou en les adressant par écrit à l'attention de Monsieur le Commissaire-Enquêteur, Hôtel de Ville, 109 Avenue Gabriel Péri, CS 50150, 83240 CAVALAIRE SUR MER, ou en les adressant par voie électronique à l'attention de Monsieur le Commissaire-Enquêteur en Mairie de Cavalaire sur Mer à l'adresse : [revisionplucavalaire-surmer@democratie-active.fr](mailto:revisionplucavalaire-surmer@democratie-active.fr)

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir copie du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Cavalaire sur Mer. Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Cavalaire sur Mer pour recevoir ses observations aux dates et heures suivantes :

Jeudi 07/09/2023 de 9h00 à 12h00 ; Mercredi 13/09/2023 de 14h00 à 17h00 ; Vendredi 22/09/2023 de 9h00 à 12h00 ; Mercredi 27/09/2023 de 14h00 à 17h00 ; Vendredi 06/10/2023 de 13h00 à 16h00

À l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 1er, le registre des observations du public sera clos et signé par le commissaire-enquêteur. Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire-enquêteur pourra rencontrer sous huitaine Monsieur le Maire et lui communiquer les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Monsieur le Maire disposera alors d'un délai de 15 jours pour produire ses observations éventuelles. Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire-enquêteur transmettra au Maire de Cavalaire sur Mer le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées à Monsieur le Préfet du Var et à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur sera déposée en mairie de Cavalaire sur Mer et sur le site Internet <https://www.democratie-active.fr/revisionplucavalaire-surmer/> pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Au terme de l'enquête publique, le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation de la révision des PLU. Il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique et des avis des personnes publiques associées, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au projet en vue de cette approbation. Le contrôle de légalité de M le Préfet sur le projet de révision générale des PLU approuvé durera deux mois. La Commune disposera alors d'un seul et unique PLU.

202306625